

espoirs qu'avait fait naître, au début de juillet dernier, le déplacement de Léon Blum à Genève et son intervention à l'assemblée de la Société des Nations? Mais le discours du chef du gouvernement du Front populaire n'apporta aucune innovation à la « vieille chanson » : *La sécurité collective est la condition du désarmement*. On attendra pour entreprendre une « initiative hardie » en matière de désarmement de « nouvelles garanties » de sécurité collective... Si, pourtant, il y eut une innovation. Léon Blum justifia brutalement la course aux armements à laquelle « l'instinct même de la conservation pousse les puissances pacifiques » et déclara tout net qu'« il faut accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix ». Le surlendemain, André Leroux, dans le *Populaire*, se félicitait de ce que « pour la première fois, un homme d'Etat français ait proclamé que la paix ne peut être sauvegardée que si les pays pacifiques sont résolus à employer tous les moyens contre l'agresseur, y compris la guerre » (3 juillet).

La course aux armements continue

Quant à la réduction de temps de service, inscrite, au lendemain des élections, dans la motion de Huyghens, il n'en est plus question.

L'Allemagne riposte en instituant le service de deux ans. Et la France riposte à cette riposte par de nouveaux préparatifs de guerre : « Nous avons à supporter depuis le mois d'août, expliquera plus tard Léon Blum, les conséquences du rétablissement du service de deux ans en Allemagne... Le jour du mois d'août où la nouvelle nous est arrivée, nous avons le choix entre trois solutions AU NOMBRE DESQUELLES NE FIGURAIT PAS ASSURÉMENT LA RÉDUCTION DU SERVICE ACTUEL ». (Discours du 9 avril 1937.)

La solution sera « la mise en train d'un programme supplémentaire d'armements » s'élevant, pour la première année, à 4 milliards; et, sur l'injonction du Congrès radical de Biarritz, la préparation militaire obligatoire de la jeunesse (projet Dézarnaulds).

Et le gouvernement de Front populaire continue à tourner le dos à la voie de la *paix désarmée*. Le 5 décembre, Léon Blum tient ce langage menaçant : « Je me suis toujours souvenu du mot d'un homme d'Etat d'il y a un siècle : « Je n'ai jamais adressé d'ultimatum sans être prêt à l'appuyer par le canon ». Il arrivera peut-être un jour où en présence d'une entreprise trop menaçante pour les conditions essentielles de la paix, nous serons amenés à dire : « Non, pas cela. Impossible d'aller plus loin... » avec le calme et la ferme résolution D'ALLER JUSQU'ÀUX CONSÉQUENCES EXTRÊMES DE NOTRE PAROLE ».

Néanmoins, l'annonce que le chef du gouvernement prononcerait un grand discours à Lyon le 24 janvier 1937 avait suscité certains espoirs de détente internationale. Blum, s'adres-

sant à l'Allemagne, ferait-il enfin le « geste hardi » attendu depuis tant de mois? Il fallut déchanter. Dans ce morceau d'éloquence, on ne trouve aucune affirmation, aucune promesse, rien que des négations, rien que des restrictions du genre de celle-ci : « Les fabrications de guerre occupent aujourd'hui une telle place dans la production des nations industrielles qu'il serait probablement impossible d'en décréter l'arrêt pur et simple sans s'exposer au danger de graves crises intérieures ».

Le 2 février, au cours du grand débat sur la défense nationale, le jeune député socialiste Lefèvre, exprime ainsi la nouvelle doctrine du Groupe parlementaire (sinon du Parti) sur cette question cruciale : « Le gouvernement ne peut pas une seule minute donner ne fût-ce que l'illusion de vouloir affaiblir la puissance militaire de la France... Il doit se garder d'amoindrir le prestige et l'indépendance du pays dans un monde où l'appareil militaire reste un facteur ou un symbole de ce prestige et de cette indépendance ».

Et nous ne rappellerons que pour mémoire les scandaleuses manifestations d'union sacrée : 16 octobre, défense passive; 11 novembre, fête de « la victoire, du souvenir et de la paix »; mars, ouverture de l'emprunt de la « Défense nationale ».

Voilà comme on a tenu les engagements pris à Huyghens; voilà comme on a replacé la France au premier rang des nations qui veulent résolument la paix.

Le Parti n'a pas conservé son indépendance vis-à-vis du gouvernement

On se souvient des engagements pris à Huyghens sur ce point. Après un an d'expérience gouvernementale, un an d'exercice du pouvoir, nous estimons que le Parti n'a pas su pratiquer la nécessaire distinction entre son action propre et l'action du gouvernement. Qu'il ait défendu l'action du gouvernement, et surtout des ministres socialistes du gouvernement, c'est bien naturel, et on ne songera pas à le lui reprocher. Mais il y a la manière. Que l'exercice du pouvoir soit rempli de contradictions, que le gouvernement soit forcé *quelquefois* de rechercher des compromis, c'est certain. Encore convient-il que le Parti et son organe officiel le *Populaire* ne chantent pas victoire. Qu'ils expliquent qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement, qu'il a été impossible de faire mieux, qu'on a dû céder sur un point à la pression des trusts ou à celle de leurs représentants radicaux, parce qu'on n'avait pas la possibilité de leur résister, soit. Mais qu'on ne dise pas que nos délégués au gouvernement ont vaincu les trusts, dominé la finance, subjugué les radicaux. Il ne suffit pas d'avoir échappé de justesse à un assassinat pour pouvoir se vanter d'avoir mis l'assassinat knock-out. Le 9 avril dernier, Léon Blum résumait ainsi la question de l'emprunt :

« On nous attendait dans un étroit défilé pour nous jeter le lasso et pour nous étrangler. Eh bien! nous ne sommes pas entrés dans le défilé, nous nous sommes arrangés pour ne pas entrer dans le défilé... Nous avons dit (aux capitaux) : « Voilà une bonne affaire, voyez si vous voulez la faire ». Et après avoir examiné les conditions de l'affaire, on s'est rendu compte que, en effet, elle était bonne... ». C'est une façon admissible de présenter les choses, quelles que soient par ailleurs les réserves qu'on peut faire sur les raisons qui ont rendu le défilé si étroit, et sur les conditions qui ont permis de ne pas y entrer. Mais cette présentation, d'une modestie et d'une objectivité louables, n'a aucun rapport avec le long chant de triomphe qu'entonne le *Bulletin d'Informations Socialistes*, envoyé à toutes les sections du Parti, et qui déclare notamment, sous le titre « La Finance asservie » : « Le Front populaire... vit pour réaliser. A sa politique, il a asservi la finance : l'or de ses adversaires réintègre les caisses de l'Etat. Le Gouvernement des salopards montre ses tiroirs vides : ils s'empressent. Sur le marché des changes, le franc Vincent Auriol fait prime; aux guichets, le public fait queue pour rapporter les lingots en état de désertion : LE FRONT POPULAIRE ATTACHE A SON DESTIN LA FINANCE, HIER REBELLE... Quelle capitulation! Le gouvernement du peuple a stérilisé l'or et réalisé son asservissement, tout à la fois... Le Front populaire enregistre sur le terrain même choisi par ses adversaires L'UN DE SES PLUS ÉCLATANTS TRIOMPHES... Le Mur d'Argent est largement fissuré. Le socialisme... vainqueur de la finance, poursuivra ses avantages, étendra ses victoires... » On avouera qu'il y a une certaine différence de ton entre les deux textes. Et cependant, il eût été normal que ce soit le président du Conseil qui donne la note la plus optimiste, et le rédacteur anonyme du *Bulletin d'Informations SOCIALISTES* qui remette les choses au point.

On n'ose plus parler un langage socialiste

Il en est de même dans tous les domaines. Ainsi, l'état-major impose, non seulement le maintien des deux ans, mais le début de la militarisation du pays. De grâce, qu'on ne nous fasse pas prendre des vessies pour des lanternes! Quand Lazurick demande à la Commission de l'Armée qu'on envisage la réduction du temps de service, conformément au mandat donné par le Parti unanime à Huyghens, qu'il ne dise pas vingt-quatre heures plus tard, parce que M. Daladier a posé la question de confiance, que cette réduction est impossible

dans les circonstances internationales actuelles. Qu'il dise, que le *Populaire* dise franchement, qu'on a dû céder au chantage à la démission du ministre de la Défense nationale.

Nous voyons à une telle attitude deux avantages : le premier, c'est que le socialisme dégageait nettement ses responsabilités, en refusant d'endosser celles du voisin. Le second, c'est que si le Parti osait parler ce langage, le compromis adopté serait sans doute sensiblement différent : si le Parti avait continué sa propagande *socialiste* contre les deux ans, contre la course aux armements, contre la défense passive, etc., l'état-major n'aurait sans doute pas réussi à imposer au gouvernement toutes ses volontés. La chose n'a été rendue possible que parce que les généraux, parce que le Congrès radical de Biarritz, faisaient sonner bien haut leurs exigences, tandis que le Parti *socialiste* se taisait. La folle politique de surarmement évitée, on aurait évité par là-même le risque d'être acculé dans l'étroite impasse financière, et il n'y aurait pas eu besoin de célébrer « l'un des plus éclatants triomphes » du Front populaire.

Le Parti n'est jamais consulté

Donc dépendance totale du Parti à l'égard du gouvernement, mais aussi — ce qui n'est pas moins grave — *indépendance totale du gouvernement à l'égard du Parti*. Jamais la C.A.P. n'a été consultée sur une question quelconque préoccupant le gouvernement. Ni sur la dévaluation, ni sur les questions militaires, ni sur les récentes difficultés financières. Jamais elle n'a donné son avis sur ces problèmes, sans qu'on le lui ait demandé. Avant les décisions, elle s'interdit de conseiller. Après les décisions, elle s'interdit d'apprécier. Les seuls rapports entre le gouvernement et le Parti se bornent donc à la réunion trimestrielle du Conseil national. Il n'y a pas, même au Conseil national, comme la logique et une saine méthode le voudraient, rapport du gouvernement sur son action passée, suivi de discussion, mais observations variées des délégués, sur tout et sur rien, suivies d'un discours, en fin de séance, du président du Conseil. Puis, le vote de la motion de confiance inconditionnée, sans aucune considération politique, et c'est tout.

Le Parti comprendra-t-il, avant qu'il soit trop tard, qu'il doit parler haut et clair, donner des directives au gouvernement, et poursuivre en toute indépendance son action spé-

Quelques-uns tentent d'opposer à nos thèses révolutionnaires un socialisme de conquête lente, progressive et méthodique de la société capitaliste.

... Avouons-le : le socialisme ainsi entendu se distingue assez mal du radicalisme.

J.-B. SEVERAC.
(Lettres à Brigitte.)